

RESTAURANTS UNIVERSITAIRES

Après 35 ans de lutte, la CGT obtient enfin un accord sur la fonctionnarisation des personnels ouvriers du CROUS. Le 4 mai 2017, en effet, la CGT, la FSU, la CFDT ont signé avec le ministère de l'Enseignement supérieur et le ministère de l'Éducation nationale un protocole d'accord sur la titularisation des agent.es des CROUS. Représentant les deux tiers des voix, les syndicats signataires sont très largement majoritaires. FO, l'Unsa et le SNPTES n'ont pas signé cet accord. À partir du 1^{er} avril 2018, les nouveaux recruté.es seront fonctionnaires, et les ouvrier.es contractuel.les pourront accéder à la titularisation. Ce protocole garantit la rémunération des agent.es qui seront titularisé.es et adapte la classification des métiers du CROUS au statut des fonctionnaires. Pour autant, la CGT n'est pas naïve et restera vigilante sur les conditions de travail de ces agent.es.

RETRAITES À POINTS

Le passage vers un système de retraites à points fait partie du programme du nouveau président. Comme pour le permis de conduire, on peut se retrouver en fin de compte fort dépourvu ! En Suède, où un système à la Macron est d'ores-et-déjà en place, le Premier ministre suédois, Fredrik Reinfeldt, déclarait dès février 2012 que les actif.ves devraient travailler jusqu'à 75 ans s'ils.elles voulaient pouvoir bénéficier du même niveau de retraite qu'en 2011. Intéressant programme s'il en est.



TOUR DE « PAS » PASSE

Le secrétaire d'État au budget Christian Eckert a signé in extremis plusieurs décrets entérinant la mise en place du prélèvement à la source. Pour une fois, les « syndicats » patronaux et les syndicats de salarié.es de la DGFIP étaient pourtant quasi sur la même longueur d'onde : cette réforme va peser lourdement avec de nombreuses difficultés et incertitudes techniques. Un communiqué intersyndical DGFIP a dénoncé le risque d'accident industriel. Pourtant, ce n'est pas faute d'investir, Bercy a déjà investi plus de 160 millions d'euros dans le dispositif, selon un organisme interministériel.

Le porte-parole d'En Marche, Benjamin Griveaux, a annoncé la réalisation d'un « audit au mois de juin » afin de déterminer s'il faut reporter ou non la mise en place de cette réforme fiscale initialement prévue pour 2018 par le gouvernement de François Hollande.

Cela ne veut pas dire qu'Emmanuel Macron s'apprête à enterrer cette mesure techniquement mal préparée. Il s'agit avant tout de différer d'un an l'application de la mesure pour que le nouveau gouvernement ait le temps de basculer du salaire indirect (cotisations sociales) vers le salaire direct et que cela se voit pour en tirer profit politique. Nous y reviendrons. Ce probable répit permettra en tout cas à la CGT de poursuivre et développer sa campagne contre le PAS.

LA QUADRATURE DU CERCLE

Le rouleau compresseur idéologique sur la dette et l'occultation du rôle important des services publics dans l'économie et la vie de la société fonctionne plutôt bien. « Un sondage Ifop pour *Acteurs publics* et EY, réalisé peu avant le premier tour de l'élection présidentielle, montre que les Français souhaitent la mise en place d'un plan de réduction de la dépense publique dans un premier temps, pour développer dans un second temps une offre plus conforme aux demandes des usagers. Les Français soulignent l'urgence de la recherche d'une plus grande efficacité de l'administration et des services publics ». **Bref, comment faire mieux avec moins... L'utilisateur est conscient de l'importance du service public mais ne veut pas trop payer pour.** Plus positif, les Français.es considèrent à plus long terme que la réussite de la réforme des administrations et des services publics ne peut être envisagée par le seul prisme comptable et passe avant tout par le développement d'une offre plus adaptée à leurs besoins. Ainsi, 30 % d'entre eux.elles conditionnent la réussite d'une telle entreprise à la meilleure prise en compte des attentes des usager.es. Par exemple, 18 % souhaitent *in fine* un meilleur déploiement des services, regrettant sans doute la fermeture de ceux-ci dans certains territoires.

Ceci fait écho avec les campagnes de la CGT pour défendre et maintenir le service public sur tout le territoire.

